

*Questions orales***L'APARTHEID****L'AFRIQUE DU SUD—ON DEMANDE UNE RÉUNION DES CHEFS D'ÉTAT DU COMMONWEALTH**

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, également au sujet de l'Afrique du Sud. Le gouvernement sud-africain a non seulement insulté le groupe de personnalités éminentes en s'attaquant aux pays voisins pendant que la Commission était en Afrique du Sud, mais il a omis de respecter le délai fixé par le groupe de personnalités éminentes et, il y a quarante-huit heures, la police s'est attaquée à des étudiants blancs qui exerçaient leur liberté civile. En deux mots, la situation a empiré en Afrique du Sud. Le gouvernement va-t-il le reconnaître publiquement et demander expressément à tous les autres chefs d'État du Commonwealth de tenir une réunion au sommet avant la fin juin au lieu d'attendre jusqu'en août?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, je suis certainement prêt à acquiescer à la moitié de la demande du chef du Nouveau parti démocratique en exprimant non seulement notre profonde déception, mais également notre pessimisme quant à la possibilité d'un règlement positif de la situation en Afrique du Sud, vu le comportement du gouvernement de ce pays. Tous ceux d'entre nous qui recherchons une solution permettant de sauvegarder la paix, ne parlons même pas de la dignité humaine, sommes terriblement déçus par la réaction du gouvernement sud-africain.

● (1425)

Quant à la deuxième partie de la question du député, le groupe de personnalités éminentes a été constitué. J'ai appris ce matin qu'il présenterait son rapport vers la fin du mois de juin. Ce groupe est l'instrument d'intervention le plus efficace que nous ayons trouvé jusqu'ici, même si ses résultats nous ont quelque peu déçus. Je pense que nous devons le laisser poursuivre son travail et agir ensuite au plus vite lorsqu'il nous aura présenté son rapport.

M. le Président: À l'ordre. Les réponses et les questions sont longues aujourd'hui.

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE PRENDRE D'AUTRES SANCTIONS

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures reconnaîtra, j'en suis sûr, non seulement l'autorité morale, mais le jugement dont l'évêque Tutu fait preuve au sujet de ces questions. Au cours des entretiens que j'ai eus avec lui au cours du week-end, j'ai proposé, dans le contexte des recommandations du groupe de personnalités éminentes, que le Canada donne l'exemple en convoquant une réunion en juin plutôt qu'en août et en prenant

des sanctions immédiates. Tout comme moi, l'évêque Tutu croit souhaitable de donner l'exemple de façon concrète. Pourquoi le secrétaire d'État aux Affaires extérieures ne se joindrait-il pas à monseigneur Tutu pour prendre ces mesures concrètes qui forceraient enfin le gouvernement raciste d'Afrique du Sud à réagir?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, la réponse de l'évêque Tutu ne m'étonne pas. Il doit faire face à une situation intolérable et il défend sa cause de toute son âme. La question est de savoir comment notre pays, qui fait partie du Commonwealth, doit agir pour essayer de mettre fin à ce régime que nous abhorrons. Voilà la question.

A notre avis, nous devons notamment réagir dans l'esprit des recommandations de certaines personnes comme monseigneur Tutu. D'autre part, nous devons faire l'usage le plus efficace possible des moyens à notre disposition, qu'il s'agisse de maintenir nos sanctions économiques ou d'exercer des pressions sur le Commonwealth. Nous continuerons dans cette voie. Nous avons bien dit que si ces moyens ne marchaient pas, le Canada finirait . . .

M. le Président: A l'ordre. Une question supplémentaire.

LES MESURES ENVISAGÉES PAR LE GOUVERNEMENT

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, je pense qu'au départ le gouvernement voulait respecter l'échéancier proposé par le groupe de personnalités éminentes. Entre-temps, la situation a empiré au lieu de s'améliorer en Afrique du Sud. Comme les tensions raciales sont de plus en plus vives, le gouvernement ne croit-il pas urgent d'agir? Dans l'affirmative, va-t-il donner l'exemple en convoquant rapidement une réunion des chefs d'États du Commonwealth et en prenant des sanctions concrètes avant la tenue de cette Assemblée?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le gouvernement a déjà pris plusieurs sanctions concrètes. Nous avons donné l'exemple au monde occidental à bien des égards.

Il y a deux échéanciers à respecter. D'une part, nous devons attendre le rapport du groupe de personnalités éminentes. Ce dernier estime qu'il lui faudra jusqu'à la fin juin pour terminer le rapport en question. Nous voulons qu'il soit fait avec soin et non pas à la hâte. Ensuite, il s'agit de savoir quand les chefs d'États se rencontreront après la présentation du rapport. Je crois préférable d'en décider lorsque nous serons davantage fixés quant à la teneur de ce rapport. Cela devrait prendre de 30 à 35 jours. Le gouvernement canadien a déjà donné l'exemple et a manifesté son intention de mener la lutte contre l'apartheid afin qu'il soit aboli.